

Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux

Cours

Sommaire

I Une nouvelle gouvernance mondiale

A Un monde de plus en plus multipolaire

1. La fin d'un monde bipolaire
2. Un monde multipolaire

B La gouvernance compliquée de l'ONU

C Vers une gestion commune des problèmes

II Les nouvelles formes de conflits

A La multiplication des conflits

B Les guerres asymétriques et la montée du terrorisme

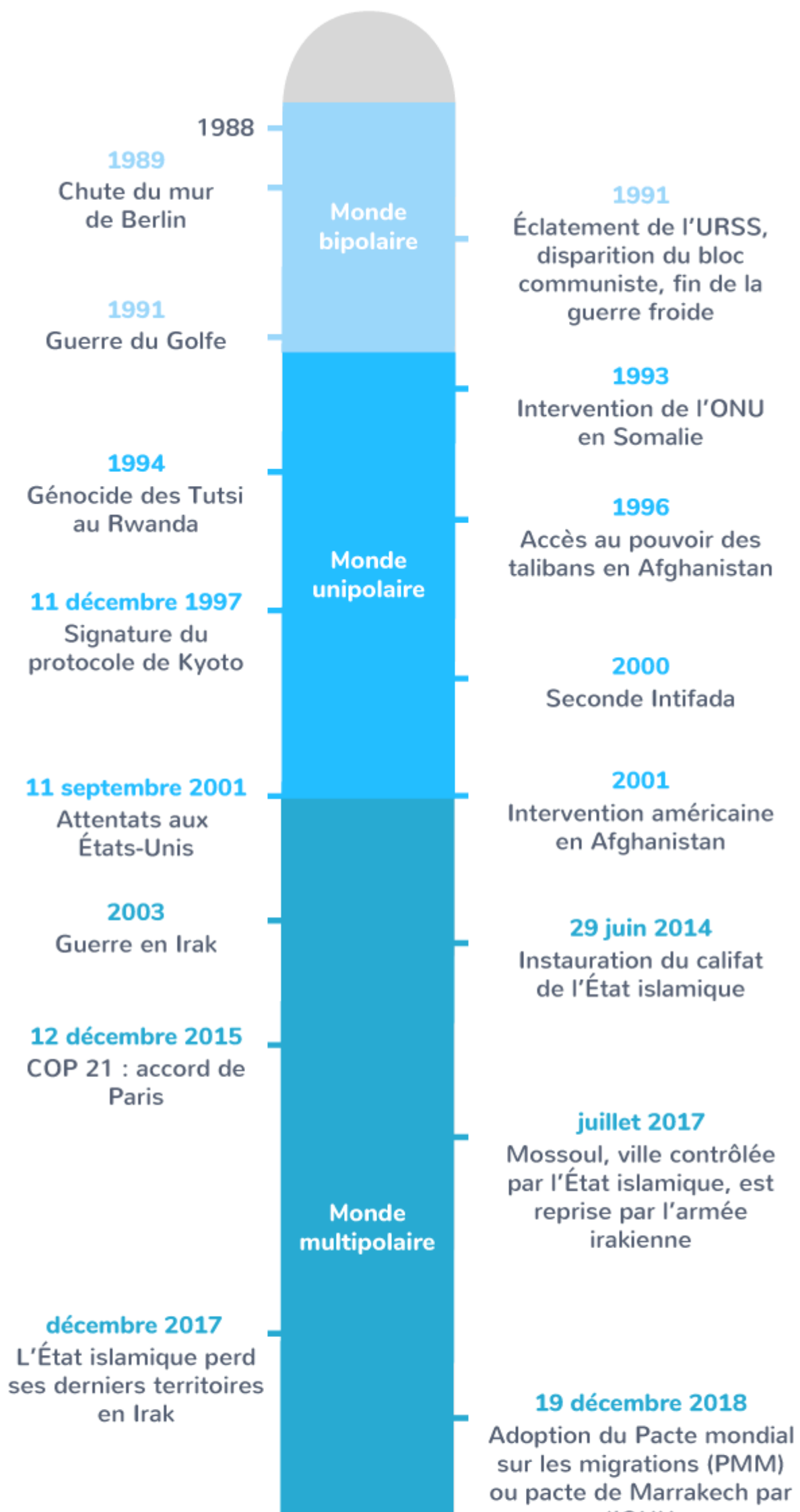
III Les crimes de masse et les génocides

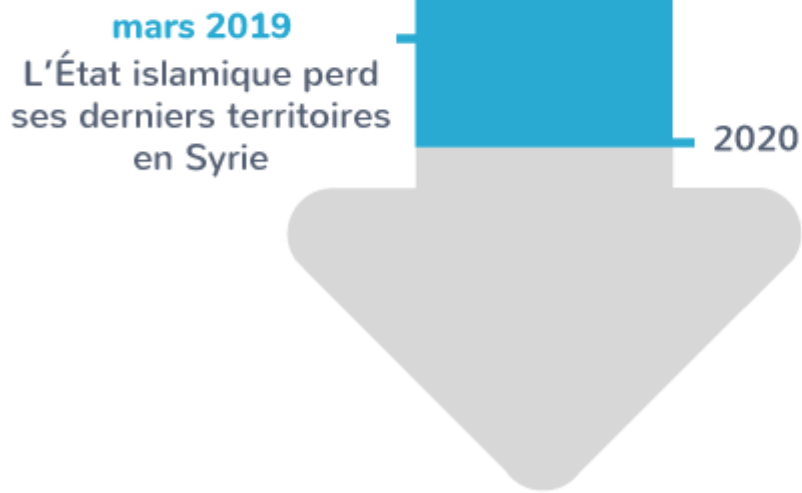
A Le massacre des Bosniaques musulmans en Yougoslavie

B Le génocide des Tutsi au Rwanda

RÉSUMÉ

Quels sont les nouveaux enjeux et les nouvelles relations internationales dans un monde devenu multipolaire ?





I Une nouvelle gouvernance mondiale

Le monde est de plus en plus multipolaire : plusieurs acteurs sont puissants à l'échelle mondiale. Au début des années 1990, l'ONU a pu mieux faire son travail que pendant la guerre froide, malgré des limites qui perdurent et s'accroissent aujourd'hui. On observe une gestion commune de certaines questions géopolitiques.

A Un monde de plus en plus multipolaire

1. La fin d'un monde bipolaire

À la fin de la guerre froide en 1991, les États-Unis deviennent l'unique superpuissance. C'est la fin d'un monde bipolaire, les États-Unis sont la seule hyperpuissance, mais ils sont vite remis en cause. Le monde est unipolaire jusqu'en 2000.

En 1991, l'explosion de l'URSS change les relations internationales issues de la Seconde Guerre mondiale : on passe d'un monde bipolaire à un monde unipolaire.

Les États-Unis deviennent l'unique superpuissance mondiale. On parle aussi d'hyperpuissance, les États-Unis triomphent dans tous les domaines : économique, financier, politique, militaire et diplomatique.

DÉFINITION

Hyperpuissance

Une hyperpuissance désigne un État qui cumule tous les attributs de la puissance : économique, financier, politique, militaire, diplomatique et culturel.

Ainsi, les États-Unis deviennent les « gendarmes du monde » et interviennent pour régler des conflits, notamment en Yougoslavie pour imposer les accords de paix de Dayton en 1995.

Cependant, la situation évolue au début des années 2000 :

- Les États-Unis sont fragilisés, ils ont été touchés par le terrorisme sur leur propre territoire avec les attentats du 11 septembre 2001.
- Les États-Unis sont également concurrencés par les pays émergents.

La légitimité de la politique « unipolaire » américaine est de plus en plus questionnée.

2. Un monde multipolaire

D'un monde unipolaire, avec les États-Unis triomphants, on passe à un monde multipolaire, avec plusieurs acteurs puissants sur la scène internationale. On parle alors de multilatéralisme.

La notion de puissance désigne la capacité de distinction, d'influence, de rayonnement voire de domination d'un État sur les autres États du monde. On distingue :

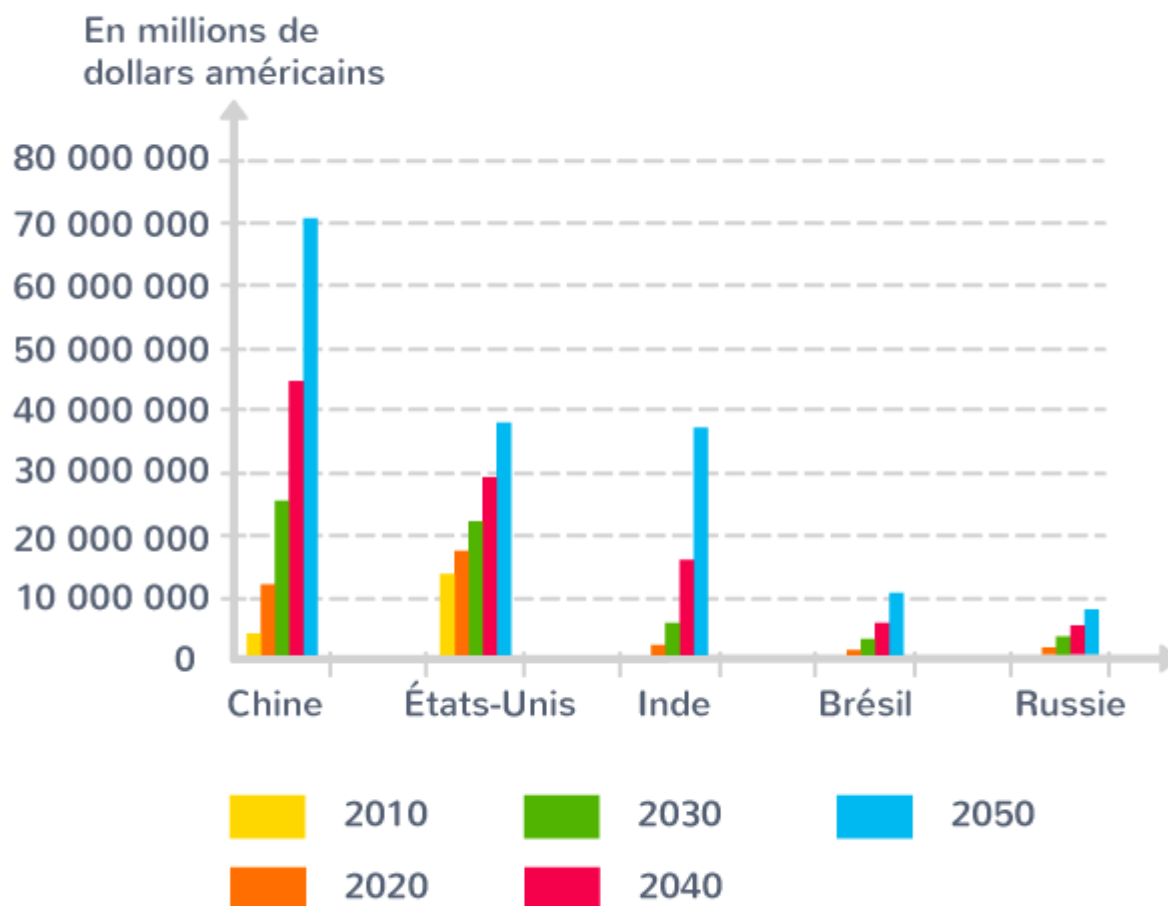
- la « puissance dure » (hard power) : puissance territoriale (superficie, terres arables, ressources naturelles), population importante, puissance militaire, diplomatique, économique et technologique ;
- la « puissance douce » (soft power) : capacité d'attraction et de séduction par la culture, les valeurs, l'idéologie, etc.
- la « puissance intelligente » (smart power) : association de stratégies de puissance dure et de puissance douce.

On observe de nouveaux acteurs de puissance : les firmes transnationales, les organisations non gouvernementales, les institutions financières, les médias ou même les individus peuvent intervenir sur le cours des relations internationales.

De nouvelles organisations régionales ou pays s'affirment :

- l'Union européenne, durant les années 1990 ;
- les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ;
- l'ASEAN (l'union de plusieurs États d'Asie du Sud-Est) ;
- la Russie.

Les cinq premières économies mondiales en 2050



D'après Goldman Sachs : Il faut noter que depuis cette étude menée en 2007, les estimations pour les BRICS ont été revues à la hausse.

© Wikipédia

Des pays comme l'Allemagne et la France défendent le multilatéralisme.

DÉFINITION

Multilatéralisme

Le multilatéralisme est la politique d'un État qui agit en coopération avec d'autres États avec ou par le biais de grandes conventions, comme par exemple le traité de non-prolifération des armes nucléaires ou d'institutions internationales comme l'ONU ou l'OMC.

Les pays défendant le multilatéralisme s'opposent de plus en plus ouvertement au modèle américain. Ces pays souhaitent la construction d'un monde multipolaire, dans lequel la « gouvernance mondiale » ne serait pas détenue uniquement par les Américains. Ils souhaitent une répartition de la puissance.

B La gouvernance compliquée de l'ONU

L'ONU revient sur la scène internationale après la guerre froide. Elle peut lancer plusieurs interventions dans l'optique de régler les conflits et d'assurer la paix. Des institutions pour juger les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité ou les génocides sont mises en place. Toutefois, le pouvoir de l'ONU reste limité.

La guerre froide avait paralysé l'action de l'ONU, dans la mesure où le droit de veto détenu par les États-Unis et l'URSS l'empêchait d'intervenir dans les conflits dans lesquels ceux-ci étaient impliqués.

Le président américain George Bush et le président français François Mitterrand parlent de « nouvel ordre mondial ». L'ONU a une plus grande marge de manœuvre. Ses missions d'arbitrage international et de garant de la paix se multiplient. Les interventions des Casques bleus (forces armées de l'ONU) sont plus nombreuses.

Au cours des années 1990, on compte 36 interventions de l'ONU contre 14 seulement pendant la guerre froide.

EXEMPLE

Parmi les plus célèbres interventions de l'ONU, on peut noter celles menées :

- en Somalie en 1992 ;
- au Rwanda en 1994 ;
- au Kosovo en 1998.

L'ONU peut faire pression plus efficacement, ce qui va notamment conduire à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud sous la pression internationale.

DÉFINITION

Apartheid

L'apartheid est un régime de ségrégation raciale séparant les Blancs et les Noirs en Afrique du Sud, aboli en 1991.

L'ONU élabore un droit international, mis en œuvre par des tribunaux pénaux internationaux qui peuvent juger des crimes, dont le TPIY en 1993.

DÉFINITION

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)

Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) est créé par l'ONU en 1993 et installé à La Haye (Pays-Bas). Il est habilité à juger les responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

EXEMPLE

Slobodan Milosevic, chef d'État de la Serbie, est accusé de « crime contre l'humanité », il est jugé par le TPIY.

La Cour pénale internationale est créée en 1998.

DÉFINITION

Cour pénale internationale (CPI)

La Cour pénale internationale (CPI) poursuit les crimes de guerre, les génocides ou les crimes contre l'humanité.

L'ONU reste une institution en crise :

- La multiplication de ses missions depuis 1991 entraîne des problèmes de financement.
- La souveraineté nationale, qui reste le fondement du droit international, constitue un obstacle à l'intervention de l'ONU dans des conflits qui sont le plus souvent des guerres civiles.
- Les divergences entre les puissances paralysent l'action de l'ONU sur certains dossiers.
- Les grandes puissances agissent souvent dans leurs seuls intérêts.

Les États-Unis n'hésitent pas à mener des guerres sans l'accord de l'ONU.

Vers une gestion commune des problèmes

L'environnement et l'immigration sont deux sujets géopolitiques majeurs aujourd'hui. De plus en plus d'États travaillent ensemble pour régler ces problèmes. La solution à ces problèmes doit être mondiale, il faut une véritable union pour y faire face. Toutefois, les tensions et divergences entre les États rendent difficiles ces accords.

La lutte contre les changements climatiques s'est lentement construite au cours des négociations internationales menées chaque année dans les Conférences des parties (COP). Depuis 1995, les COP réunissent les pays qui ont ratifié la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

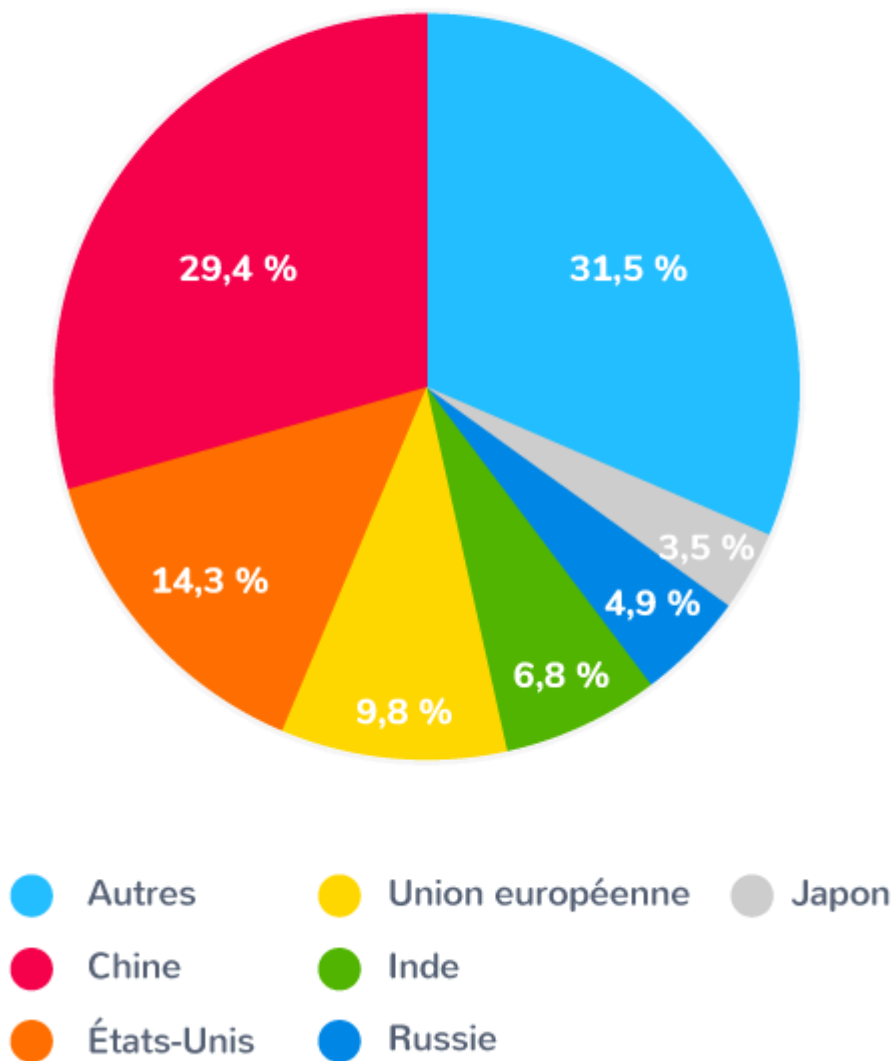
Le protocole de Kyoto, adopté en 1997, organise la participation des États à la lutte contre les changements climatiques dans une perspective internationale de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le protocole de Kyoto a donné lieu aux négociations qui se déroulent chaque année, depuis 2005, dans les Meetings des parties (MOP). Les COP et les MOP se déroulent parallèlement lors de « sommets ». Ces rendez-vous planétaires rassemblent aujourd'hui des chefs d'États ou leurs représentants, des ONG, des scientifiques, des militants écologistes, des médias, etc.

L'accord de Paris signé en 2015 lors de la COP 21 est inscrit dans la logique de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Toutefois, ces mesures s'avèrent inefficaces car les pays les plus pollueurs, comme la Chine ou les États-Unis, ne respectent pas cet accord, tandis que les autres pays ont du mal à diminuer véritablement leur pollution.

Liste des émissions de CO₂ en 2015



© Wikipédia

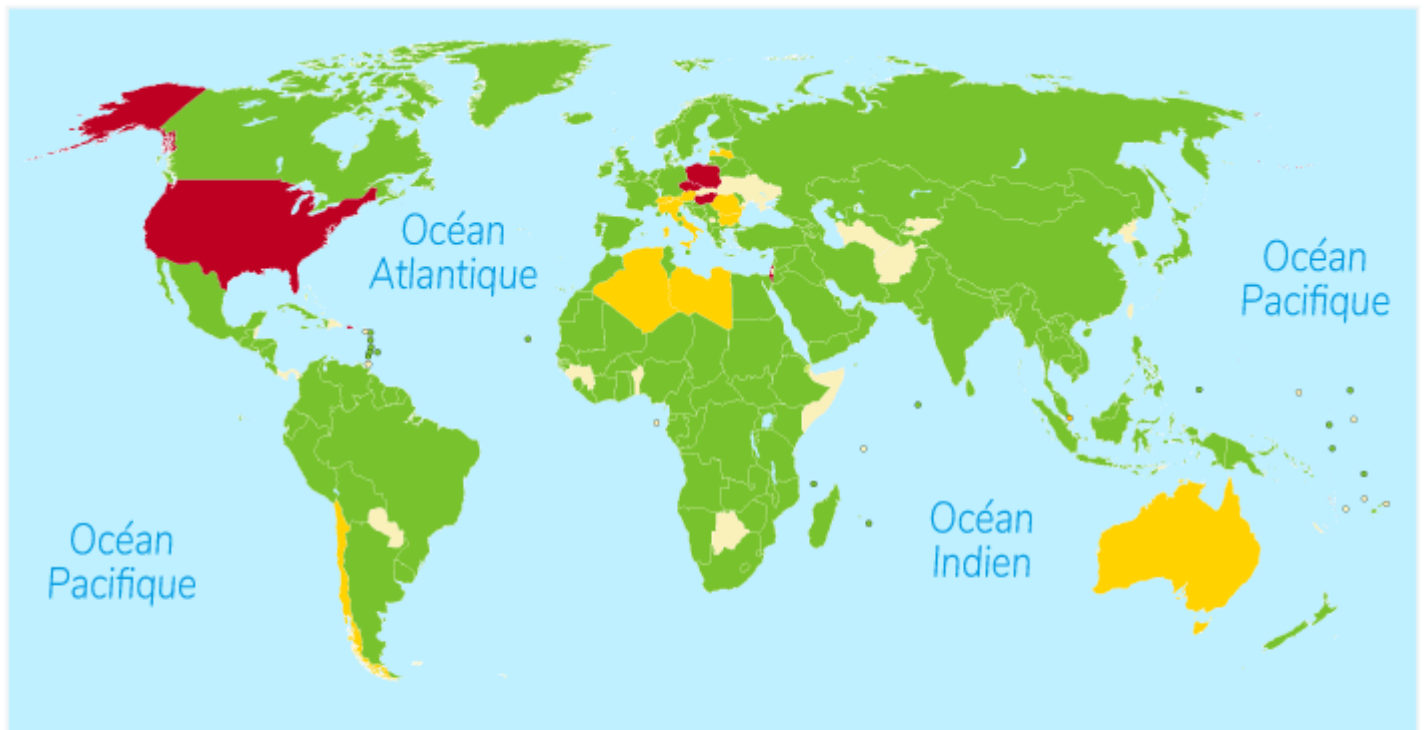


L'immigration, et notamment le problème des réfugiés climatiques ou des réfugiés fuyant les guerres, est un problème mondial. Les États ont du mal à trouver des accords communs, chacun estimant que la question de recevoir ou d'intégrer des immigrés est une question nationale et non internationale : chaque État a donc sa propre politique sur la question.

Les migrations sont liées à des problématiques internationales. Elles impliquent :

- des pays de départ, de transit et de destination ;
- le passage de frontières ;
- la gestion du statut des personnes d'un cadre national à l'autre, etc.

La crise de l'accueil des réfugiés de 2015 en Europe a mis au jour l'importance de trouver une solution commune. En 2018, le Pacte mondial sur les migrations (PMM) ou Pacte de Marrakech est une tentative pour gérer la crise ensemble. Cependant, ce pacte s'est heurté à d'importantes résistances politiques internes. Les États-Unis de Donald Trump et les différents États de l'Union européenne sont incapables de s'accorder.



- Pays ayant voté pour le Pacte mondial sur les migrations
- Pays ayant voté contre le Pacte mondial sur les migrations
- Pays s'étant abstenus de voter

© Wikipédia



II Les nouvelles formes de conflits

Le monde bipolaire de la guerre froide a donné naissance à un monde unipolaire, dominé par les États-Unis, puis multipolaire après les attentats de New York le 11 septembre 2001. Les conflits se multiplient. On observe alors l'émergence de guerres asymétriques et la montée du terrorisme.

A La multiplication des conflits

L'effondrement de l'URSS entraîne des conflits en Europe de l'Est. Dans le monde entier, les conflits ne cessent de se multiplier depuis les années 1990. La majorité des victimes sont des civils. Ces conflits sont aggravés par la peur de la prolifération des armes nucléaires.



- ★ Conflit international
- ★ Troubles intérieurs
- Guerre civile

© monde-diplomatique.fr



Après l'effondrement de l'URSS en 1991, des conflits éclatent en Europe de l'Est :

- guerre en ex-Yougoslavie (1991-2000) ;
- guerre entre la Russie et la Tchétchénie (1994-1996 puis 1999-2009).

Les conflits se généralisent :

- en Afrique : guerre au Nigeria, guerre au Soudan ;
- en Amérique latine : conflits politiques en Colombie.

Toutefois, c'est au Moyen-Orient et au Proche-Orient que la situation est la plus instable :

- En 1990, Saddam Hussein tente d'annexer le Koweït, ce qui déclenche la guerre du Golfe en 1991. Il est renversé lors de la seconde guerre du Golfe, par l'offensive des armées américaines, le 9 avril 2003.
- La République islamique d'Iran entretient un bras de fer avec l'Arabie saoudite, son principal rival religieux et pétrolier. L'Iran joue un rôle capital dans les conflits syrien et irakien. En effet, l'Iran défend un islam chiite et soutient les régimes chiites en place en Syrie et en Irak, alors que l'Arabie saoudite défend un islam sunnite.

On passe de 35 conflits recensés en moyenne chaque année pendant la guerre froide à 68 conflits recensés au XXI^e siècle.

Les conflits peuvent avoir différentes causes.

EXEMPLE

Le conflit israélo-palestinien a des causes politiques (contrôle du territoire) et religieuses (pour les juifs et les musulmans, Jérusalem est une ville religieuse importante).

La grande majorité des victimes des conflits actuels sont des civils.

On estime que 75 % des victimes des guerres dans le monde sont des civils.

La prolifération des armes nucléaires dans le monde fait craindre des conflits nucléaires. Plusieurs pays réclament le nucléaire, mais accepter ces accords est un véritable enjeu géopolitique. C'est le cas avec l'Iran, dont l'accord sur le nucléaire ne cesse d'être reporté, notamment depuis l'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis. La Corée du Nord ne cesse d'affirmer qu'elle avance dans le nucléaire et se lance régulièrement dans des tests qui inquiètent la Corée du Sud et la communauté internationale.

B Les guerres asymétriques et la montée du terrorisme

Les Américains s'imposent comme les « gendarmes du monde » et développent une stratégie « asymétrique » à partir des attentats du 11 septembre 2001 revendiqués par Al-Qaïda. L'État le plus fort est légitime dans sa lutte contre le plus faible, au nom de la lutte contre le terrorisme. Les mouvements terroristes se multiplient avec la montée de l'islamisme.

DÉFINITION

Guerre asymétrique

Une guerre asymétrique est un conflit qui oppose un État dont les forces armées sont beaucoup plus importantes que l'autre État.

La doctrine militaire de « guerre asymétrique » est apparue aux États-Unis au milieu des années 1990. Elle s'appuie sur l'idée d'un « choc des civilisations ». Les États-Unis estiment que certains États sont des États « voyous ». La guerre contre ces États est justifiée dans le but de mettre fin au terrorisme.

DÉFINITION

Terrorisme

Le terrorisme est l'ensemble des actes de violence commis par une organisation pour instaurer au sein de la population un climat de terreur et d'insécurité afin de faire pression sur un État.

En 2001, les États-Unis sont frappés par des attentats terroristes de grande envergure, revendiqués dans une vidéo par le chef d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden, un islamiste.

DÉFINITION

Islamisme

L'islamisme est une idéologie politique et religieuse affirmant la primauté de l'islam, le rejet de l'Occident, et revendiquant l'application de la loi coranique (charia) dans les États.



Attentats du 11 septembre 2001, New York

© Wikipédia

DÉFINITION

Al-Qaïda

Al-Qaïda signifie « la base », en arabe, sous-entendu « le camp d'entraînement ». C'est le nom donné par Oussama ben Laden en 1987 à son organisation qui recrute des salafistes en Afghanistan.

Après ces attentats, les États-Unis ont défini un « axe du Mal », selon l'expression du président George W. Bush, pour désigner des États qui soutiennent les terroristes et détiennent des armes de destruction massive. Les attentats de 2001 permettent de légitimer l'intervention américaine en Irak en 2003, l'Irak étant accusée d'abriter des terroristes et des armes de destruction massive. Pourtant, c'est depuis l'Afghanistan, où il était accueilli par les talibans, qu'Oussama ben Laden a prévu les attentats.

Taliban

Taliban signifie « étudiant en théologie » en arabe. Plus généralement, ce terme désigne un islamiste originaire d'Afghanistan.

L'intervention américaine en Irak déstabilise la région et permet le développement de nombreux groupes terroristes dont Daech, « État islamique » en arabe. C'est une organisation djihadiste et terroriste qui veut établir un califat (territoire soumis à un chef politique et religieux musulman, le calife) dans les territoires qu'elle domine.

DÉFINITION

Djihad

Le **djihad**, la « guerre sainte » en arabe, est une guerre religieuse menée au nom de l'islam par les musulmans (djihadistes) contre les non-musulmans.

Carte des territoires contrôlés par l'État islamique en mai 2015



© Wikipédia

Les groupes terroristes de l'État islamique font de nombreuses victimes aussi bien au Moyen-Orient et en Afrique qu'en Occident. En Europe, la France est particulièrement touchée avec les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hypercashier de la porte de Vincennes à Paris en janvier 2015, les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et l'attentat à Nice en juillet 2016.

Avant les années 1990, les causes des conflits étaient toujours d'ordre interétatique (État contre État) et idéologique (communisme contre capitalisme). Désormais, les conflits sont souvent d'ordre intraétatique : civils contre civils, à l'intérieur d'un même État. Cela mène à des crimes de masse et à des génocides comme en Yougoslavie et au Rwanda.

DÉFINITION

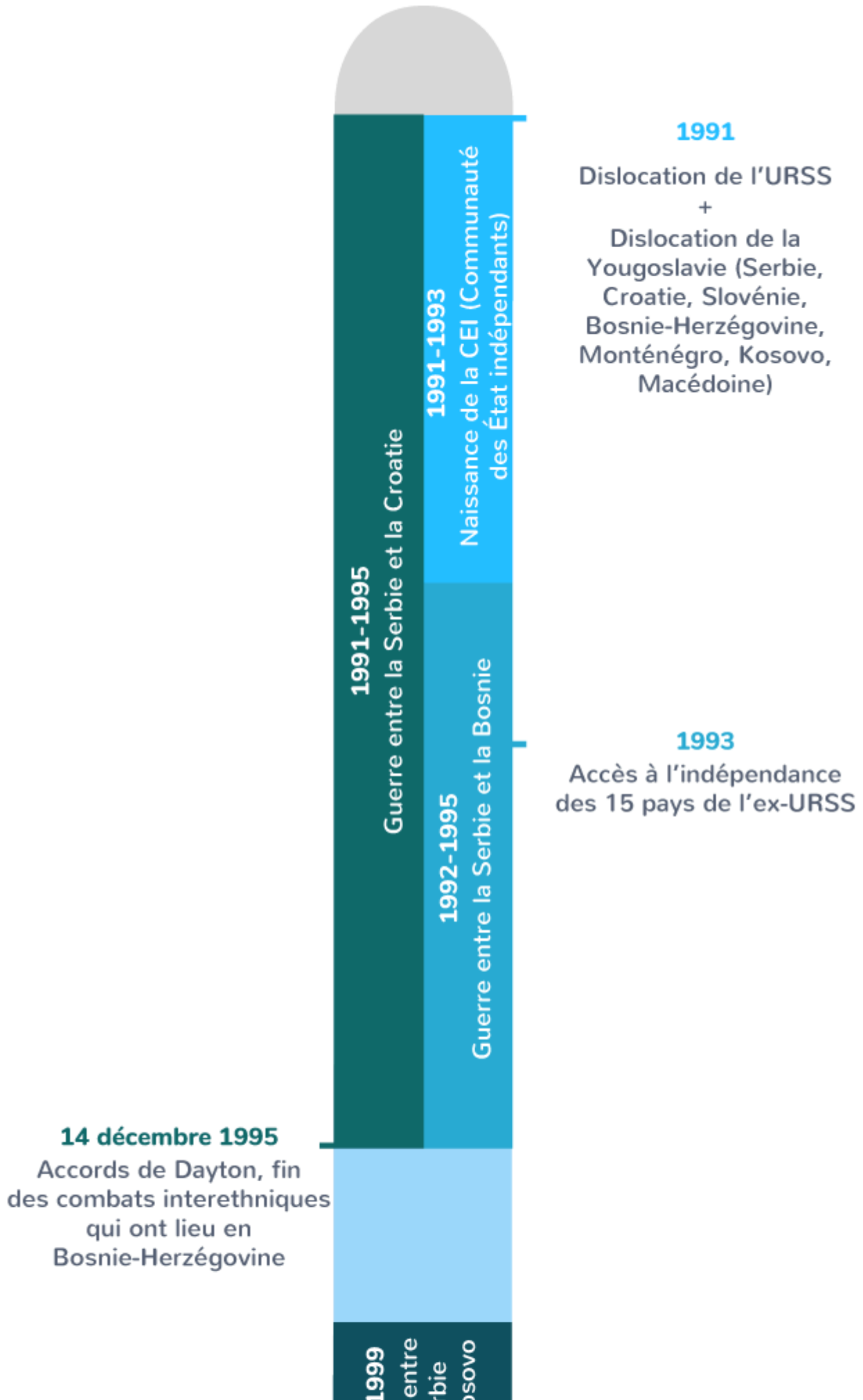
Génocide

Un **génocide** est l'extermination méthodique d'un peuple pour le faire disparaître totalement.

A Le massacre des Bosniaques musulmans en Yougoslavie

L'éclatement de la Yougoslavie à partir de 1991 entraîne un conflit sanglant qui s'accompagne du massacre de Srebrenica durant lequel plusieurs milliers de Bosniaques musulmans sont exécutés par les Serbes. La communauté internationale va juger ce crime de masse comme étant un génocide.

La guerre d'ex-Yougoslavie





Après la chute de l'URSS dont elle faisait partie, la Yougoslavie est très vite animée par de vives tensions entre différents groupes qui veulent l'indépendance. De nombreux conflits éclatent. Les Serbes de Bosnie-Herzégovine prennent le contrôle de la majeure partie de la Bosnie orientale et se lancent dans une campagne de nettoyage ethnique contre les Bosniaques de la région, qui sont musulmans.

DÉFINITION

Nettoyage ethnique

Le nettoyage ethnique est une pratique qui a pour but de ne pas mélanger les ethnies sur un territoire, et donc de déplacer ceux qui ne font pas partie d'une ethnie en particulier.

Ces violences ont un objectif : prendre le contrôle du territoire et faire partir les gens qui ne sont pas de la communauté. Il s'agit de faire fuir et surtout d'imposer l'idée que toute vie commune est désormais inconcevable.

Du 11 au 15 juillet 1995 a lieu le massacre de 8 000 musulmans réfugiés à Srebrenica. Ce massacre est perpétré par le général bosno-serbe Ratko Mladic. On parle longtemps de crime de masse.



Guerres de Yougoslavie

© Wikipédia

En 2006, la Cour internationale de Justice a qualifié de génocide ces massacres, estimant que les Serbes avaient pour but d'anéantir les Bosniaques. La Serbie a été jugée coupable en ne cherchant ni à empêcher ni à punir ce crime. Elle a enfreint la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

B Le génocide des Tutsi au Rwanda

Le génocide du Rwanda est lié à une volonté de purification ethnique. Au Rwanda, deux ethnies, les Hutu et les Tutsi, coexistent difficilement. Les Hutu sont au pouvoir et organisent le massacre des Tutsi en 1994. La communauté internationale peine à réagir.

Le Rwanda est une ancienne colonie belge. La société traditionnelle rwandaise est divisée en trois groupes selon la profession exercée. Ces trois groupes sont considérés comme des ethnies différentes :

- les Tutsi : éleveurs, parmi lesquels se distinguaient de riches et puissants propriétaires de troupeaux ;
- les Hutu : agriculteurs, paysans ;
- les Twa : artisans et ouvriers.

Les Belges ont attisé la haine entre les différents groupes en favorisant d'abord les Tutsi puis en s'appuyant de plus en plus sur la communauté hutu.

Lorsqu'il accède à l'indépendance, le Rwanda s'organise à partir de son héritage. Les Hutu, portés au pouvoir, développent une propagande haineuse assimilant les Tutsi à des insectes nuisibles dont il faut se débarrasser. Le génocide des Tutsi a donc été planifié par le parti au pouvoir au Rwanda. Il commence par une stigmatisation de la population tutsi, puis les persécutions commencent. Le génocide a lieu du 7 avril 1994 au 17 juillet 1994. Dès le 7 avril, des barrières sont montées à tous les carrefours stratégiques, à Kigali, la capitale, puis dans l'ensemble du pays. Les détenteurs d'une carte d'identité portant la mention « tutsi » sont abattus sur place.

La population civile hutu est particulièrement impliquée. Regroupés en petites formations appelées ibitero, les Hutu qui tuent les Tutsi sont aussi bien des hommes que des femmes et même des enfants. La communauté internationale semble paralysée.

Le génocide au Rwanda a fait un million de victimes en l'espace de 3 mois.



Le 4 juillet 1994, la victoire militaire du Front patriotique rwandais, créé par les Tutsi en 1987, marque la fin des massacres, et le début d'une reconstruction civile et morale qui passe par le jugement des responsables du génocide.

Toutefois, cette reconstruction est particulièrement difficile à cause du négationnisme : certains estiment qu'il n'y a pas eu de génocide, simplement des crimes de masse.